

Rapport d'activité de l'État en Alsace 2013

Présentation au Conseil régional

- Les interventions financières de l'Etat
- La fonction publique (effectifs)
- Le CPER 2007-2013
- Le Contrat triennal
- Le plan Campus
- Le programme d'investissements d'avenir
- Les fonds européens
- L'emploi
- L'économie
- L'agriculture
- L'aménagement du territoire
- Les déplacements
- L'environnement
- La politique de la ville
- L'hébergement de droit commun et le logement adapté
- Le logement social
- Le droit des femmes
- Les politiques de la jeunesse
- Les métiers de la jeunesse, de l'animation et des sports
- L'éducation
- L'enseignement supérieur et la recherche
- Le sport
- La culture

Les interventions financières de l'Etat en Alsace (1/2)

Recettes : 11,9 Milliards d'euros

En milliards d'euros

TVA : **5,97**

Impôt sur le revenu : **2,2**

Impôt sur les sociétés : **1,7**

Autres produits : **0,96**

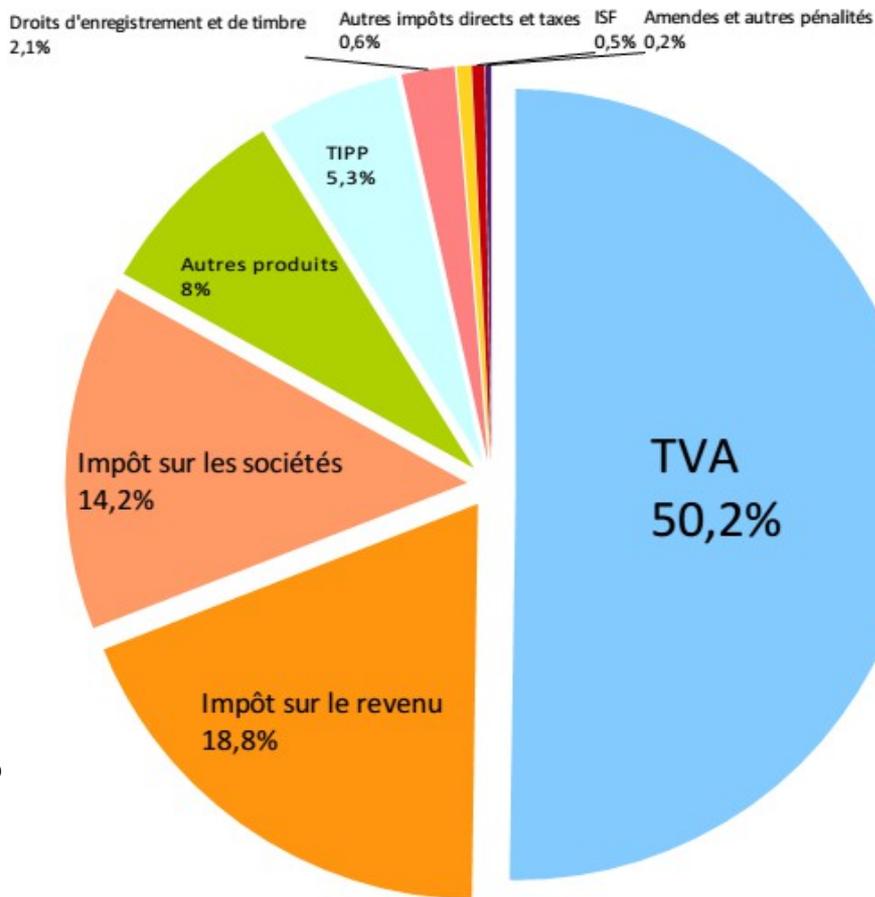
Taxe intérieure sur les produits
pétroliers (TIPP) : **0,64**

Droits d'enregistrement et de
timbre : **0,25**

Autres impôts directs et taxes : **0,07**

Impôts de solidarité sur la fortune : **0,06**

Amendes et autres pénalités : **0,02**

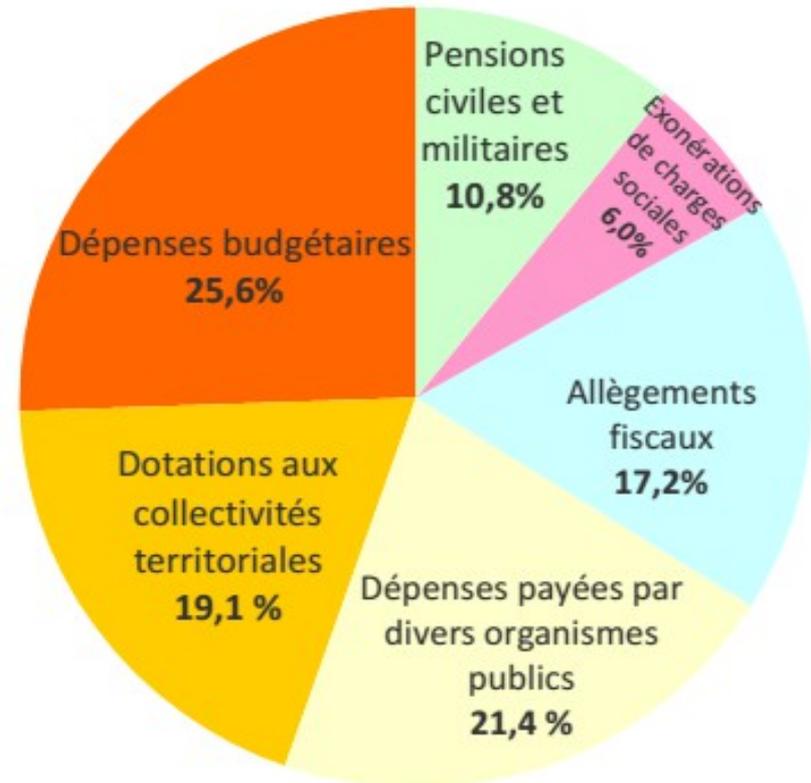


Les interventions financières de l'Etat en Alsace (2/2)

Dépenses : 11,1 Milliards d'euros

En milliards d'euros

- Dépenses budgétaires : **2,8**
- Dotations aux collectivités territoriales : **2,1**
- Divers organismes publics : **2,4**
- Allègements fiscaux : **1,9**
- Exonérations de charges sociales : **0,7**
- Pensions civiles et militaires : **1,2**



- **Fonction publique d'État** : 66 600 agents, dont :
 - Enseignement : 29 500 (y compris les enseignants du privé)
 - Défense : 7 700
 - Contrats aidés : 2 100

- **Fonction publique territoriale** : 40 600 agents dont:
 - Contrats aidés : 800

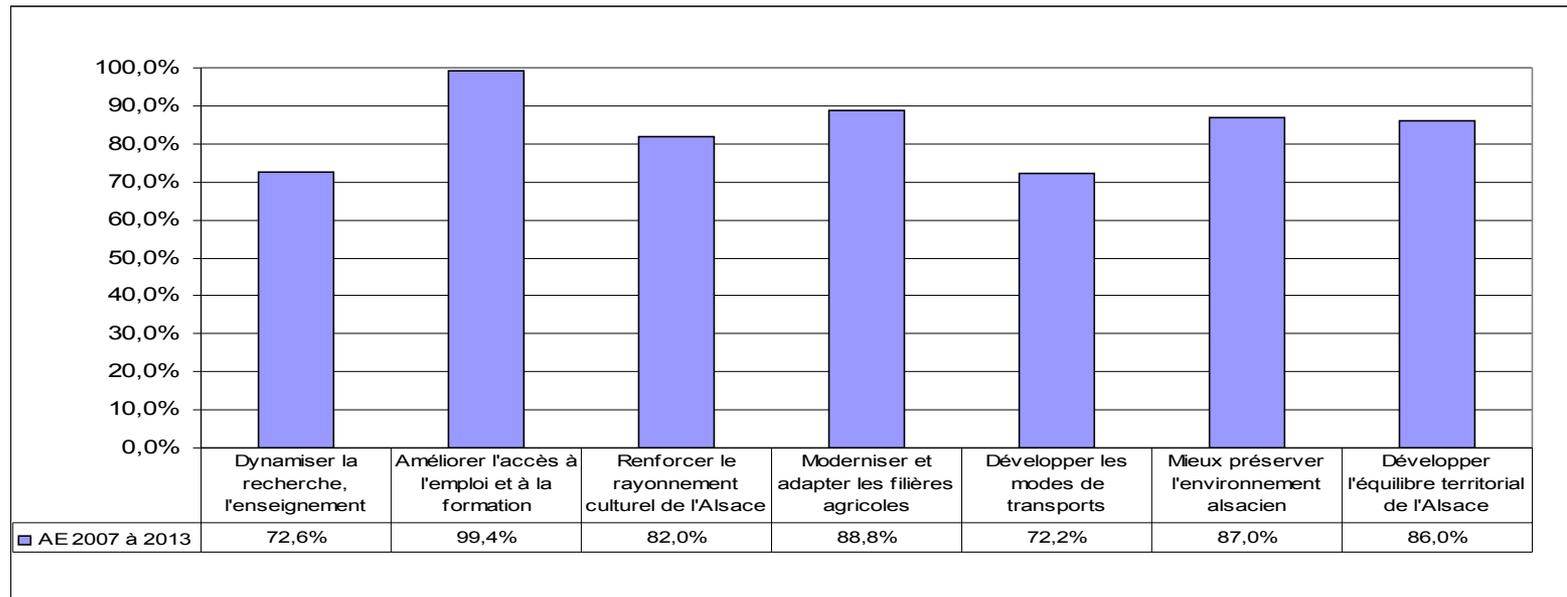
- **Fonction publique hospitalière** : 36 500 agents dont :
 - Contrats aidés : 400

- **Total de la fonction publique** : 143 700 agents dont :
 - Contrats aidés : 3 300

Le montant global du CPER 2007-2013 après avenants s'élève à 1,021 Md€

- Pour la période 2007-2013, l'État a engagé à fin 2013:
 - 269,4 M€ en autorisations d'engagement (AE), soit 78,9 % du montant total contractualisé
 - 214,8 M€ en crédits de paiement (CP), soit 62,9 % du montant total contractualisé
- *L'État et les Collectivités signataires ont engagé 647 M€ (76,6 %) en AE et mandaté 499 M€ (59,2 %)*

Total des crédits engagés de l'Etat par Grand Projet (cumul 2007-2013)



Un taux d'exécution satisfaisant

Principales opérations réalisées en 2013 ou en cours :

- Modernisation, extension et restructuration de la Bibliothèque Nationale Universitaire de Strasbourg (BNUS)
- Restructuration et extension de l'Ecole de Chimie de Mulhouse
- Cyclotron (CNRS-Unistra, campus de Cronenbourg)
- La Bibliothèque universitaire de Mulhouse
- Extension du Musée Unterlinden
- Modernisation de la voie ferrée de Haguenau-Niederbronn
- Travaux du Transport en Site Propre Ouest (TSPO) de Strasbourg
- Inauguration de l'extension du tramway A ouest de Strasbourg

Le Contrat Triennal 2012-2014, signé le 21 décembre 2012

- 244,4 M€ dont 47,5 M€ part Etat et 21,5 M€ part Région
- A fin 2013, 113,7 M€ engagés par l'Etat et les collectivités soit 48,6% des crédits contractualisés
- Le taux d'engagement des crédits Etat atteint 72,8 % à fin 2013

Quelques projets importants en cours d'achèvement :

- Création du « Lieu d'Europe »
- Extension et modernisation du Palais de la Musique et des Congrès
- Financement des lignes sous OSP pour les destinations de Prague, Amsterdam et Madrid
- Extension de l'École Nationale Supérieure d'Architecture (2ème phase)
- Construction de l'École européenne

- L'Etat, les Collectivités territoriales (CRA,CUS,CG67), l'Université de Strasbourg et ses partenaires s'engagent de manière significative pour un investissement total de 343,5 M€ dont 200 M€ Etat et 25 M€ Région.
- 30,1 M€ obtenus au titre des intérêts intermédiaires à fin 2013

Une dizaine de chantiers sont en cours ou sur le point de démarrer :

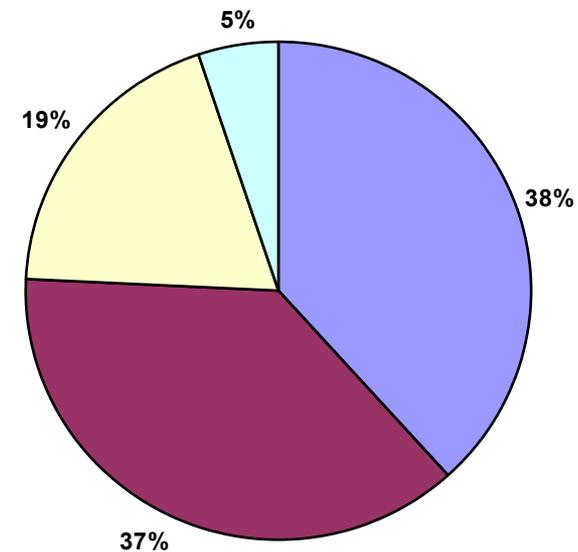
- Les aménagements paysagers du campus de l'Esplanade
- La construction d'un nouveau restaurant universitaire Paul Appell
- La transformation de la tour Seegmuller en Maison Internationale Universitaire
- L'extension de l'école de management

Financement au niveau national :

47 Md€ (PIA 1 et PIA 2)

Les priorités financées par le PIA 2

- Recherche et Universités, santé, jeunesse et formation : 4,6 Md€
- Industrie durable, défense et aéronautique : 4,5 Md€
- Transition énergétique, rénovation thermique et ville de demain : 2,3 Md€
- Economie numérique : 0,615 Md€



Le PIA 2 défini en 2013 sera davantage orienté vers les entreprises et la transition énergétique



D'excellents résultats pour **l'Alsace, l'une des premières régions bénéficiaires du PIA** en terme de projets labellisés et en montants financiers rapportés au nombre de chercheurs :

- **86 projets sélectionnés** dont plus d'une cinquantaine dans les domaines de l'enseignement supérieur, la recherche et la formation en alternance
- La sélection du dossier RIP du Très Haut Débit, principale réussite en 2013 (110M€)
- IHU, EASE, SATT, IDEX : des avancées décisives des opérations en 2013



18 LABEX
143,5 M€

1 IDEX
750 M€ (LABEX inclus)

11 ÉQUIPEX
86,6 M€

7 IDEFI
30,9 M€

2 Bio-informatique
3,74 M€

1 IHU
67,3 M€

2 Développement de la culture
scientifique et technique 12,4 M€

3 Formation en alternance
(+ hébergement) 16,5 M€

1 Internat d'excellence
1,5 M€

1 Cohortes
10,3 M€

1 SATT
36 M€

1 IRT M2P
20 M€ consommables
100 M€ non consommables

8 Infrastructures
nationales de recherche
en biologie et santé
220,6 M€

2 Véhicule du Futur
11,46 M€

2 TCSP
9,05 M€

1 Bâtiment et îlot
performant
4,6 M€

1 ECOCITÉ
4,9 M€

1 Numérisation
des contenus scientifiques
65,5 M€

1 Cloud Computing
2 M€

1 E-santé
639 M€

2 Ville Numérique
2,31 M€

THD
109,7 M€

UNISTRA

Université de Haute Alsace

CNRS

INSERM
Strasbourg

Hôpitaux Universitaires

Alsace Biovalley

Véhicule du Futur

Energivie

CROUS

Région Alsace

Département du Bas-Rhin

Département du Haut-Rhin

Communauté Urbaine de

Ville de Strasbourg

Mulhouse Agglomération

Entreprises

ES

Programme Habiter Mieux

4 contrats locaux (CG67, CG68, CUS, M2A)

2 722 logements pour 8M€ (2010/2014)

Fonds d'amorçage
20 M€

1 Nanobiotechnologie
7,3 M€

3 EGI - Filières
19,9 M€

41 contrats
de développements
Participatifs 36M€

2 Concours mondial
de l'innovation 0,4M€

3 Economie sociale
et solidaire 2,5 M€

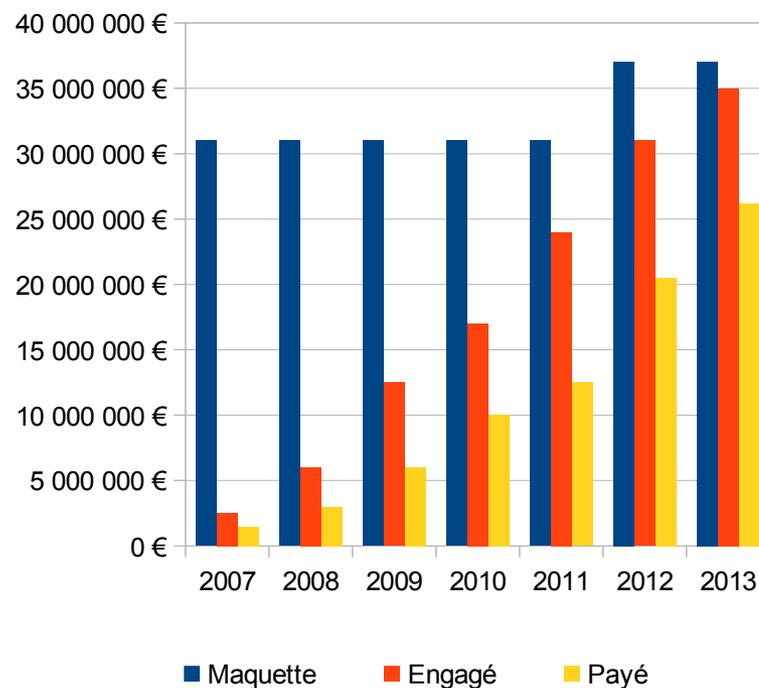
3 Projets R&D structurant
des Pôles de Compétitivité
28,3 M€

27 prêts verts 23M€
6 prêts numériques 8,2M€

Le fond européen pour le développement rural (FEADER)

- Programme 2007-2013
70,2M€ dont 59 M€ gérés par l'État
- Taux de programmation du socle national géré par l'État au 31/12/2013
91%
- Taux de programmation du volet régional géré par l'État au 31/12/2013
107%

Evolution de la programmation et des paiements des crédits FEADER gérés par l'Etat hors stock



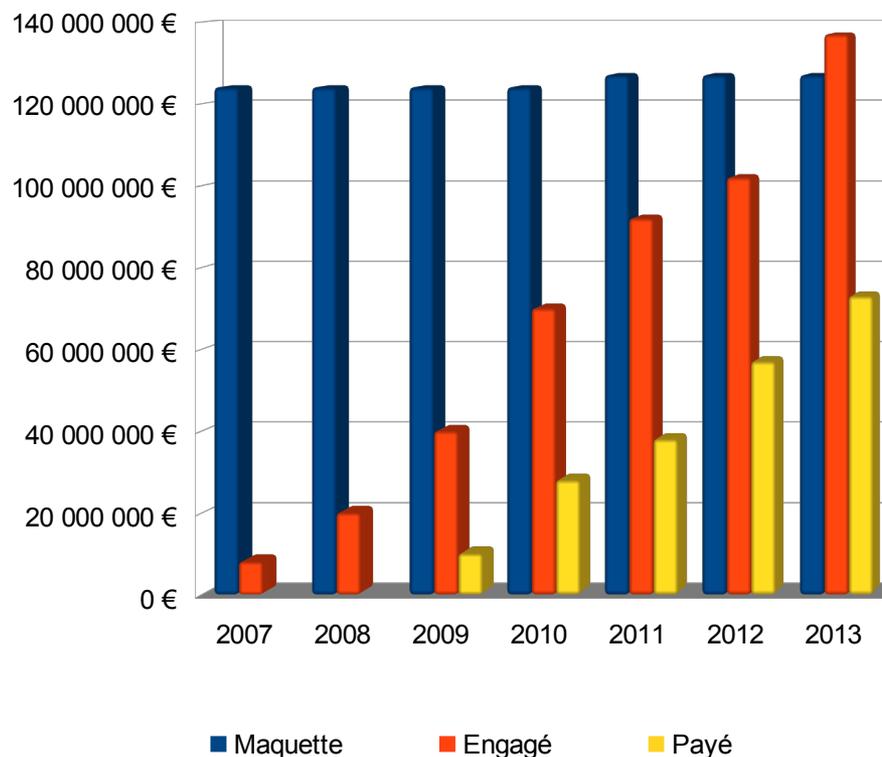
Le Fonds Social Européen (FSE)

Evolution de la programmation et des paiements des crédits FSE

Maquette : **127,61 M€**

- Taux de paiement au 31/12/2012: **57,7%**
- Taux de programmation au 31/12/2012 : **108,8%**

Ce taux de programmation est amené à baisser progressivement lors de la clôture des projets cofinancés par le FSE.



L'Etat consacre 1,2 Milliards d'Euros en Alsace en matière d'emploi et de formation professionnelle

Favoriser l'accès et le retour à l'emploi des publics en difficulté

Les contrats aidés

- 8 612 CAE prescrits en 2013, dont 2 695 CAE cofinancés par les Conseils généraux pour les bénéficiaires du RSA socle
- 1 796 CIE prescrits en 2013, dont 375 CIE cofinancés par les Conseils généraux pour les bénéficiaires du RSA socle

L'insertion par l'activité économique

- 128 structures agréées
- 4 497 personnes salariées en 2013
- 45 % de sorties positives (emploi ou formation), dont 19 % de sorties vers l'emploi durable (CDI)

L'insertion des personnes handicapées dans les entreprises adaptées

- 37 entreprises adaptées agréées
- 1 103 personnes salariées

Développer l'emploi des jeunes et l'apprentissage

Les emplois d'avenir

1 724 contrats conclus en 2013 dont 23,2 % de jeunes résidents en ZUS et 14,1 % dans le secteur marchand

Les contrats d'apprentissage

15 194 apprentis au 31/12/2013 (- 2,1 % par rapport à 2012)

Faciliter le maintien à l'emploi des seniors et l'insertion des jeunes : Les contrats de génération

428 aides accordées à des entreprises alsaciennes correspondant à 428 recrutements de jeunes en CDI
195 accords ou plans d'action déposés en Alsace couvrant 71 090 salariés

Anticipation et accompagnement des mutations économiques

- Poursuite d'Engagements de Développement de l'Emploi et des Compétences (EDEC) et de la GPEC en lien avec les comités stratégiques de filières ou dans les secteurs fragilisés : charte automobile, textile, BTP, industrie graphique et multimédias, charte des Industries Agroalimentaires,...
- Accompagnement des filières en structuration : services à la personne, filière relation client, métallurgie...
- L'Etat a versé à ce titre 4,6M€ en AP et 3,8M€ en CP (BOP 103)

L'accompagnement du maintien dans l'emploi des salariés

- Mesures d'activité partielle :
- 1 210 000 heures consommées en 2013, représentant un montant d'allocations spécifiques de 6,5M€ ; le volume d'heures baisse de 31 % par rapport à 2012
- Mobilisation du dispositif « AME Entreprise- Fonds national de l'emploi » pour la formation des salariés en lieu et place de l'activité partielle pour 3 entreprises du Bas-Rhin

L'accompagnement des créateurs d'entreprises NACRE

- **1 867** créateurs ont été accompagnés en 2013, dont **542** entrés dans le dispositif au cours de l'année.

Cinq pôles de compétitivité : Budget Etat 1,4 M€ (23% total)

- Cinq pôles en Alsace dont trois interrégionaux (deux avec la Lorraine et un avec la Franche-Comté)
- Signature des contrats de performance 2013-2018 des trois pôles classés « performants » (Alsace Biovalley, Energivie, Véhicule du Futur)
- Etablissement et suivi des plans d'actions des deux pôles classés « moins performants » : Hydreos, Fibres

Quatre grappes d'entreprises soutenues dans le pilotage et le financement

- le Pôle Textile Alsace
- Rhénatic : Pôle de compétences TIC Alsace
- l'ARIA : Association Régionale de l'Industrie Agro-alimentaire
- le Pôle Aménagement de la Maison

Mise en œuvre de la Stratégie Régionale de l'Innovation (SRI), coproduite par l'Etat et la Région

Elaboration conjointe de la « Stratégie de Spécialisation Intelligente (S3) » dans le prolongement de la SRI

- Démarrage de l'établissement des Programmes d'Accélération vers les Marchés pour six thématiques

Démarrage de la prospection de 3000 entreprises non connues des partenaires de l'innovation

Appui à la mise en place par les Pôles de compétitivité et les grappes d'une stratégie de service

Montée en puissance de la SATT Conectus Alsace :

- 5,6M€ d'investissement en maturation pour 43 projets en 24 mois d'activité.
- 498 contrats de recherche gérés représentant 11,3M€

Déclinaison aux travers des comités stratégiques de filière régionaux(CFSR), des orientations des contrats de filières élaborés par le Conseil National de l'Industrie

Plans d'action validés pour les quatre CFSR (agroalimentaire, automobile, chimie, écotecnologie)

Lancement de la Nouvelle France Industrielle

34 plans associant, pour certains, des industriels régionaux

Soutien aux entreprises en mutation

237 entreprises ont fait l'objet d'intervention du Commissaire au redressement productif

4480 emplois concernés

Quelques dossiers emblématiques : General Motors, Iller, Clestra et de nombreuses PME/TPE

Accélération des investissements des entreprises: Nomination d'un Référent Unique aux Investissements

60 projets identifiés

2.015 M€ d'investissements

4.004 emplois potentiels

Quelques dossiers emblématiques : Liebherr, Lilly, Wrigley

Année difficile pour les productions végétales

Un climat peu favorable : retard de croissance et baisse de rendement pour presque toutes les productions végétales (sauf blé)

Maïs grain : - 28 % de collecte par rapport à 2012

Viticulture : - 15 % de production par rapport à 2012

Baisse des prix pour les céréales : - 25 % pour le maïs, - 20 % pour le blé

Diminution de 70 % du revenu des céréaliers par rapport à 2012

Amélioration pour la production laitière :

Une hausse du volume des livraisons de 0,9% et une augmentation du prix du lait de 7% avec une moyenne de 360€/ 1000 litres en 2013. Des revenus qui demeurent en baisse (- 4,7 %) du fait de la hausse des charges d'approvisionnement

Viande bovine : Production en baisse de 6 % . Des cours inférieurs à 2012 à partir du 3ème trimestre 2013 pour la vache et le jeune bovin

Essor de la production de volailles : Poursuite du développement de la filière volaille de chair (+ 6,4 %)

- **Viticulture :**

- 143 projets d'investissements retenus pour un montant d'aide de 19 M€ (FEAGA)
- 450 nouveaux dossiers d'aide à la restructuration du vignoble (700 000 € d'aide)

- **Elevage :**

- 42 dossiers de modernisation des bâtiments d'élevage programmés pour un montant d'investissements de 9 M€ et 1,7 M€ de subventions
- 38 dossiers programmés dans le plan de performance énergétique pour 0,3 M€ d'aides programmées

- **L'installation des jeunes agriculteurs :** 1,5 M€ d'aides mobilisées

Poursuite de la bonne dynamique avec 85 installations aidées (84 en 2011, 86 en 2012),

- **CPER :** 300 000 € ont été engagés sur le CPER-filières (50% pour l'expérimentation dans les filières végétales et 50% pour l'amélioration des performances technico-économiques dans les filières animales)

- **Projet agroécologique :** organisation d'actions de sensibilisation à l'agroécologie

- Séminaire de sensibilisation des acteurs du monde rural à Obernai en octobre 2013
- Rencontre interrégionale céréales Alsace-Lorraine en novembre 2013 consacrée à l'agroécologie

- **Relation production / distribution :**

- Organisation de rencontres entre producteurs et grande distribution sous l'égide du préfet en mai 2013 et en novembre 2013

Trois priorités de travail en 2013 :

- Une forte mobilisation dans l'organisation des Rencontres Régionales pour l'Avenir des Industries du Bois :
 - . Objectif : élaborer avec les professionnels de la filière des propositions de mesures concrètes permettant d'améliorer la compétitivité du secteur
 - . Organisation et animation par la DRAAF Alsace, en lien avec la DIRECCTE et le Conseil Régional d'Alsace, de ces rencontres début 2013 avec pour résultats :
 - 60 participants représentant une vingtaine d'industries, 6 thématiques.
 - Formalisation de près de 100 propositions d'actions transmises aux ministères, contribuant à l'élaboration du « Plan national d'action pour l'avenir des industries de transformation du bois » présenté par le gouvernement en octobre 2013

- Actualisation pour la période 2008 - 2012 des données du schéma régional des énergies renouvelables pour la partie bois avec présentation par FIBOIS Alsace à la Conférence Régionale de l'Energie et de l'Atmosphère en Alsace du 14 octobre 2013

Par ailleurs, **les dispositifs d'intervention de l'Etat** ont été mobilisés pour améliorer la compétitivité de la filière forêt-bois :

- aides aux scieries : 5 203 € de financement État
- animation de la filière : 156 500 € de financement État
- aides à la desserte forestière 139 400 € de financement État

Agriculture Biologique (AB) : la dynamique se poursuit fin 2013 :

- 579 exploitations sont engagées en agriculture biologique
- 18 640 ha sont cultivés selon le cahier des charges AB, soit 5,5 % de la Surface Agricole Utile (SAU)
- Les soutiens de l'Etat en faveur de l'AB s'élèvent à 1,2 M€ pour 2013 (800 000 € pour le maintien, 400 000 € pour la conversion)

Natura 2000 et Directives Cadre sur l'Eau (DCE) :

- Poursuite de la contractualisation de mesures agroenvironnementales (MAE) sur les territoires déjà concernés par un projet agroenvironnemental :
 - Natura 2000 : 200 000 €
 - Directive Cadre sur l'Eau (DCE) : 50 000 €

Hamster

- Poursuite de la mise en place du plan national d'action 2012-2016 :
 - Poursuite du travail d'animation des services de l'Etat (DDT 67) avec les partenaires sur le terrain pour promouvoir les dispositifs auprès des exploitants
 - Engagement nouvelles surfaces pour un montant d'environ 740 000 € de crédits Etat/DRAAF :
 - 20 ha de bandes refuges
 - 22,8 ha de MAE individuelles
 - 244 ha de MAE collectives

- **Organisation d'un colloque** « *L'appui de la recherche agronomique pour une agriculture alsacienne performante et économe en phytos* »
- **Réseau DEPHY** : Opération nationale « portes ouvertes des Fermes DEPHY » relayée en Alsace lors de 2 journées techniques. La dimension réseau se met en place avec des échanges entre les groupes de Fermes et avec les projets d'expérimentation
- **Le certiphyto** : 6 154 certificats délivrés fin 2013 aux agriculteurs, prescripteurs et conseillers, lancement du certiphyto pour les collectivités à destination des gestionnaires d'espaces verts
- **La surveillance biologique du territoire** : publication de bulletins de santé du végétal pour l'ensemble des filières de la région (dont le tabac et le houblon). Poursuite du suivi des effets non intentionnels des pratiques agricoles sur l'environnement (flore du bord des champs, coléoptères, vers de terre, oiseaux) et de l'apparition des résistances
- **Communication des faits marquant du plan en zones agricoles et non agricoles au travers de la lettre « L'échophyto Alsace »** semestrielle : actions et témoignages régionaux

Développement des partenariats

- Convention santé sécurité au travail: DIRECCTE/MSA/CAAA/EPLEFPA
- Convention Alimentation Agri-Culture
- Engagement dans l'apprentissage transfrontalier
- Mise en place de projets Interreg
- Engagement dans les réseaux de recherche et d'expérimentation :
Alsace Vitae réseau Ecophyto action 16, réseau fermes Dephy, CASDAR

Inauguration de la station de méthanisation d'Obernai

Lancement de la réflexion sur la contribution des lycées agricoles au développement de l'agroécologie

Public enfant

- Poursuite du programme «*Un fruit pour la récré*» dans les écoles, collèges et lycées, près de 28 000 enfants bénéficiaires en 2013
- Réalisation des quatre journées de formation «*classes du goût*» pour les professeurs des écoles, et «*plaisir à la cantine*» pour les règles nutritionnelles et amélioration de la qualité des repas auprès de 15 collèges du haut-Rhin
- Projet « Comportement Alimentaire des Adolescents » : le Pari de la Santé 2 «*les collégiades*» pilotées par l'UNSS du Bas-Rhin

Public «population en situation précaire» : soutien des «*Parcours du Goût*» de la protection judiciaire de la jeunesse et du «*concours culinaire interrégional*» avec les services pénitentiaires, création d'une «*Maison de l'Alimentation*» à Mulhouse, création d'un jardin collectif à Colmar

Patrimoine : soutien de l'INAO pour le «*festival de l'origine et de la qualité*» à la foire aux vins de Colmar, d'Alsace Qualité pour l'élaboration de nouveaux outils pédagogiques

Circuits courts : opération avec le Conseil général 68 «*un fruit, un légume, une saison!*», accompagnement des restaurants inter-administratifs dans l'utilisation des produits biologiques et soutien de «*saveurs et soleil d'automne*» de l'IFLA

1,79 M€ engagés en 2013

CPER

Les crédits du FNADT 2013 engagés sur le CPER 2007-2013 s'élèvent à **1,09 M€**

Les engagements du CPER 2007-2013 ont mobilisé 66 % des crédits de paiement consommés

Quelques projets engagés/financés en 2013 :

- La réqualification urbaine du quartier Bel Air-Florimont à Colmar (2ème tranche) : engagement de 359 446€ en 2013
- La poursuite des travaux de restauration et mise en valeur des remparts de Neuf Brisach
- la pré-viabilisation de la zone d'activités d'intérêt départemental de Diefmatten: engagement de 210 000€ en 2013

Quelques projets engagés/financés hors CPER :

- la création du Lieu de l'Europe à Strasbourg (1ère phase): rénovation de la villa Kaysersguet : engagement de 500 000 € en 2013 au titre du contrat triennal « Strasbourg Capitale européenne »
- la création d'un parc urbain public à Kingersheim: engagement de 200 000 € en 2013

Le numérique

Mise en oeuvre de la stratégie régionale de cohérence numérique (SCORAN)

- Mise en oeuvre du schéma directeur numérique unique pour l'Alsace (SDTAN) (*pilotage Région et Départements avec le soutien de l'Etat*)
- Dépôt et instruction du dossier de réseau d'initiative publique très haut débit (porté par la Région et les Départements) auprès du Plan France Très Haut Débit et du CGI

Une dynamique numérique alsacienne qui se poursuit :

- Télétravail et télécentres : étude CGET sur les opportunités des territoires à développer le télétravail ;
- Poursuite de l'étude sur le télétravail dans les PME (Alsace région expérimentatrice dans le cadre d'un plan d'action national télétravail dans les PME);
- Suivi de la convention de déploiement du très haut débit en zone à manifestation d'intérêt entre Orange et les collectivités partenaires

Des projets soutenus :

- Labellisation par l'Etat du cluster Rhénatic, soutien à hauteur de 190 000 € sur la période 2011-2013
- Projets innovants: soutien de l'Etat au projet "E-nov Campus"
- Appels à projets TIC et PME 2015 : projets Ecoltex et Bâtipratic sélectionnés

Evolution stratégique des ports rhénans alsaciens :

- Achèvement du schéma portuaire alsacien
- Réalisation d'une étude de la mission d'expertise économique et financière (MEEF) sur les ports alsaciens
- Lancement de la mission inter-ministérielle sur l'évolution de la gouvernance des ports intérieurs
- Réalisation des diagnostics des concessions des ports haut-rhinois et engagement de la rénovation technique des statuts du port autonome de Strasbourg

Desserte ferroviaire de l'EuroAirport

- Concertation publique tri nationale sur le projet réalisée en 2013, comme recommandé par la Commission Nationale du Débat Public
- Adoption d'un projet de plan de financement des études « amont »

Promouvoir un aménagement équilibré de la ville de demain

► **Accompagnement de la planification stratégique**

- Avancement de la couverture de l'Alsace par les Schémas de Cohérence Territoriaux (SCoT)
- Apports d'expertise sur la prise en compte des enjeux de développement durable : gestion économe du foncier, continuités écologiques.

► **L'Atelier des territoires**

- Développement du rôle des services de l'Etat et des partenariats avec les élus pour un accompagnement des territoires à l'émergence de projet
- Démarche conduite en 2013 sur le territoire de la communauté de communes du Jura Alsacien (Ferrette).

► **Ville durable**

- Premier label écoquartiers attribué à Mulhouse / quartier Wolf Wagner
- Distinction de Strasbourg/Danube engagé dans la démarche de labellisation
- Club Ecoquartier Alsace : deux journées de terrain en 2013 pour favoriser les échanges d'expériences entre les élus et techniciens
- Développement de la démarche Ecocité de Strasbourg labellisé au Programme d'Investissements d'Avenir (PIA)

Améliorer les transports collectifs

► De nouveaux services ferroviaires à grande vitesse

- ouverture de la concertation sur les dessertes de la LGV Est européenne - seconde phase en vue de sa mise en service en 2016

► Le cofinancement de nouveaux transports en commun en site propre (TCSP)

- début des travaux du TSPO (transport en site propre de l'ouest strasbourgeois)
- début des travaux extension vers l'Est et Kehl de la ligne D du tramway de Strasbourg
- Mise en service de l'extension de la ligne A du tramway à l'ouest et nouvelle ligne G de bus à haut niveau de service

Piloter les grands projets routiers

► Début des travaux des protections acoustiques le long de la RN83 à Ostheim et Guémar

► **La procédure de concession du contournement autoroutier de Strasbourg est relancée** suite aux conclusions de l'expertise du CGEDD sur les déplacements au droit de l'agglomération et sa périphérie

► Avancement du PDMI (programme de modernisation des itinéraires routiers) :

- obtention des autorisations « espèces protégées » de la 2ème phase de Rocade Sud de Strasbourg
- études sur l'aménagement multimodal de l'entrée ouest de Strasbourg et sur les aménagements des plate-formes douanières d'Ottmarsheim et Saint-Louis
- lancement du marché de maîtrise d'œuvre de la déviation de Châtenois
- achèvement des études de la mise à 2X3 voies de l'A36 à Mulhouse

Préserver l'eau et la biodiversité

► Réseau NATURA 2000 :

Trois documents d'objectif (DOCOB) ont été validés en 2013 et l'animation se poursuit sur les 28 autres sites régionaux

► Élaboration du Schéma Régional de Cohérence Ecologique

La consultation de toutes les collectivités en été 2013 a donné lieu à de nombreux échanges qui ont conduit à des évolutions du SRCE. Le SRCE devrait être approuvé en décembre 2014.

► Protection des espèces menacées

- délivrance de plus de 25 000 permis (certificats de réexportation et de certificats intracommunautaires-CITES) en 2013
- mise en œuvre de huit plans nationaux d'actions en 2013

- La préservation du hamster commun en Alsace :

Mobilisation de l'ensemble des partenaires pour une mise en œuvre significative du plan national d'actions (cinq zones avec mesures agroenvironnementales collectives couvrant 1250 hectares, 50 ha de bandes refuges, 508 hamsters relâchés dans le cadre de la nouvelle autorisation)
Accompagnement du programme life+ Alister
Ces actions, en partenariat avec la Région, ont permis en 2014 d'enregistrer pour la première fois une stabilisation des effectifs

► Education à l'environnement et au développement durable

Un soutien fort à l'ARIENA, tête de réseau régionale des associations d'éducation à la nature et à l'environnement, en partenariat avec la Région Alsace et les 2 Départements

Préserver l'eau et la biodiversité

► Mise en œuvre de la directive cadre européenne sur l'eau

- Adoption des deux Plans d'action opérationnel territorialisés, outil de mise en œuvre sur le terrain du Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE)
- contribution à la révision du SDAGE

► Mise en œuvre de la directive nitrates

- Elaboration des mesures régionales dans le cadre du 5ème programme « nitrates »

► Définition de priorités régionales en matière de contrôle

Evaluation environnementale

- ▶ **103 avis de l'autorité environnementale (72 en 2012)**
- ▶ **107 dossiers examinés au « cas par cas » (35 en 2012)**

Engager la transition énergétique

- ▶ **Copilotage avec la Région de la contribution de l'Alsace au débat sur la transition énergétique**, en juin 2013
- ▶ **Consultation des collectivités et du public sur la révision du plan de protection de l'atmosphère de l'agglomération strasbourgeoise**, fin 2013
Poursuite des travaux techniques sur l'agglomération mulhousienne
- ▶ **Lancement du Plan de rénovation énergétique de l'habitat (PREH)**
 - mise en place du guichet unique pour les particuliers : réseau des Points de rénovation info services
 - montée en puissance du programme « Habiter mieux » de l'anah : lutte contre la précarité énergétique
- ▶ **Intégration des enjeux énergétiques dans la planification stratégique et l'urbanisme**

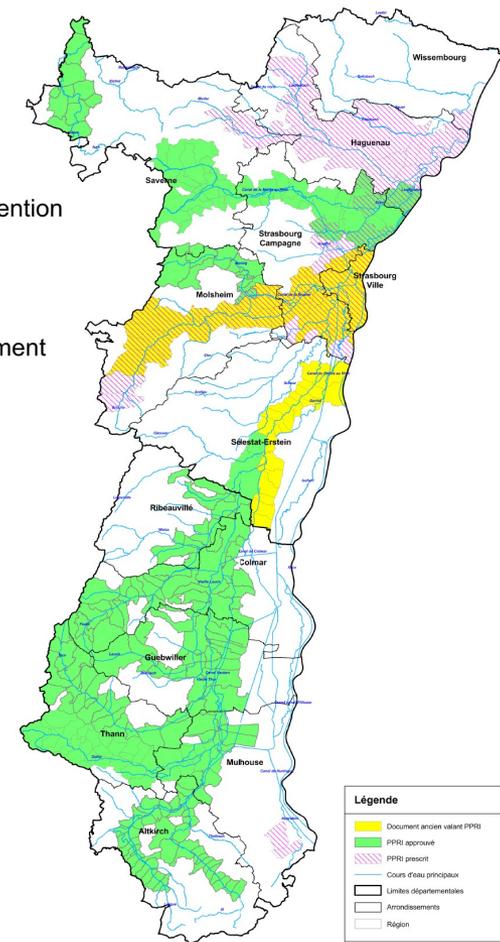
Prévenir les risques naturels

- ▶ **Le risque inondation : une priorité d'action en Alsace**
- ▶ **Plusieurs Plans de prévention du risque inondation (PPRI) en cours d'élaboration :**
Bruche, CUS, Moder, Doller (approuvés mi 2014)
- ▶ **Mise en œuvre de la directive européenne inondation**
 - Sur les deux territoires identifiés à risque d'inondation portant :
 - les agglomérations strasbourgeoise et mulhousienne
 - Réalisation des cartes d'aléas et de risques
 - Premières réflexions sur l'élaboration d'une stratégie locale de gestion du risque inondation
- ▶ **Réorganisation des services de l'État sur les sujets relatifs au Rhin suite à la réforme de VNF et la disparition du Service de la Navigation de Strasbourg**



Plans de Prévention
des Risques
d'Inondation
en Alsace

Etat d'avancement
août 2014



Sources : © DREAL Alsace/MRNP/HRN, © IGN Caris

Réalisation : DREAL Alsace/CEDD/PCU/SIG août 2014

Prévenir les risques technologiques

► Un nouveau paysage géothermique

Dans le cadre du projet ECOGI (Exploitation de la Chaleur d'Origine Géothermale pour l'Industrie), le premier forage, débuté le 26 septembre 2012, s'est terminé le 11 janvier 2013. Ce projet vise à fournir en chaleur l'usine Roquette de Beinheim à hauteur de 24MW

► Les industries soumises au marché européen du carbone ont réduit leurs émissions de 10 % sur la période 2008-2012

56 nouveaux plans de surveillance ont été remis et contrôlés en 2013

► La surveillance des eaux souterraines sur les sites industriels

200 sites ont fait l'objet d'un contrôle détaillé de leur autosurveillance

► Le site de reichstett particulièrement suivi

Prévenir les risques technologiques

- ▶ **Poursuite de l'élaboration des Plans de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) :** En Alsace, 17 PPRT sont prescrits, 7 approuvés à fin 2013
 - Objectif d'élaborer et approuver tous les PPRT d'ici fin 2014
 - Le PPRT du port aux Pétroles à Strasbourg a été approuvé le 28 novembre 2013

- ▶ **Prévention du risque d'explosion des silos de céréales.**
 - 8 silos se sont vu prescrire l'obligation d'installer des événements afin de réduire le risque d'explosion
 - 21 silos ont fait l'objet d'un contrôle de l'inspection des installations classées, et 5 situations non-conformes ont été relevées

- ▶ **Inspection des Installations classées**
 - près de 1 000 contrôles réalisés en 2013 par l'Inspection des Installations classées
 - plus de 50 % des dossiers d'autorisation instruits en moins d'un an

▪ La politique de la ville (volet social)

- 7 CUCS (contrat urbain de cohésion sociale)
- 19 ZUS (zone urbaine sensible)
- 53 quartiers « politiques de la ville » (dont 13 en priorité 1)
- des crédits spécifiques à hauteur de 4,4 millions d'euros
- des actions dans le domaine de l'emploi (19%), de l'éducation (40%), du lien social et de la citoyenneté (20%)
- La préparation des futurs contrats de ville et des nouveaux périmètres

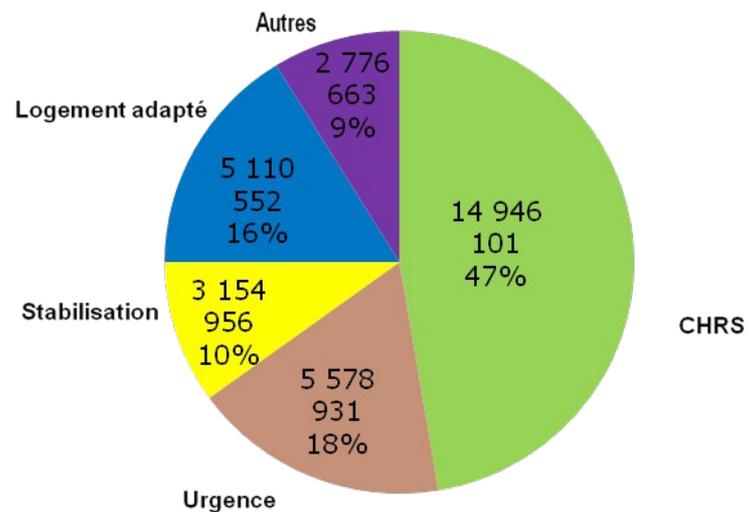
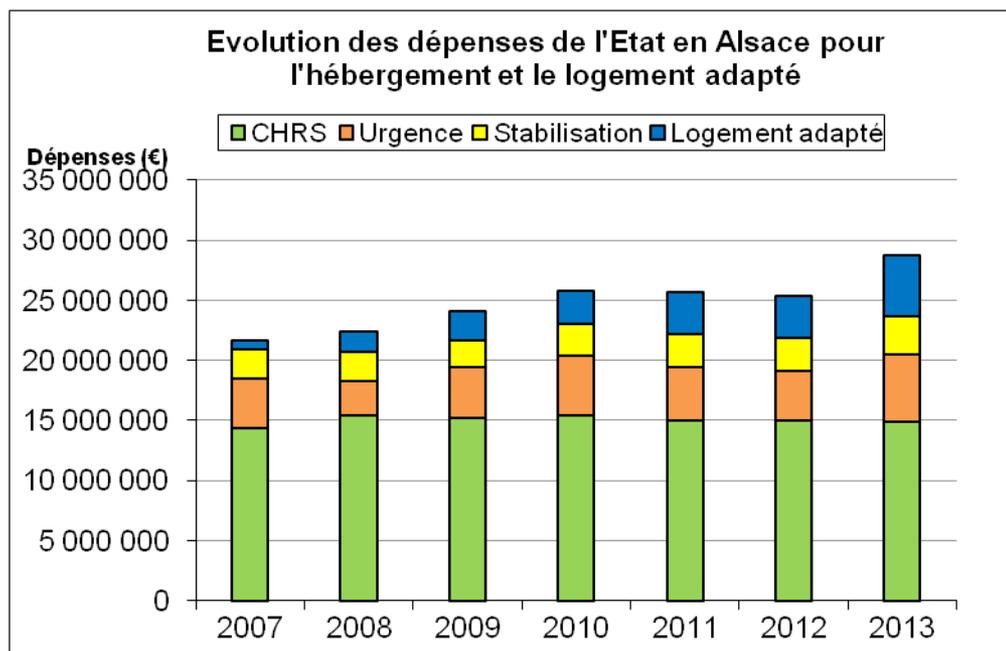
▪ L'intégration des populations immigrées

- un budget de 939 100 Euros
- actions linguistiques, accompagnement social, soutien à la vie associative, soutien aux résidences sociales, interprétariat en milieu hospitalier, manifestations culturelles.

La stabilisation de l'offre dans l'hébergement de droit commun confirmée en 2013

- Dispositif global d'hébergement de droit commun : 2 444 places au 31/12/2013
- Logements adaptés (pensions de famille et résidences sociales) : 2 823 places au 31/12/2013
- Un coût de plus en plus élevé hors CHRS

Structure des dépenses en 2013



Favoriser l'accès à un logement à un prix modéré, sûr, sain et sobre

- . 36 000 demandes d'accès à un logement locatif social enregistrées
- . près de 4 500 nouveaux logements sociaux financés, 2 700 dans le parc public, 1 800 dans le parc privé en 2013
- . 113 000 logements sociaux en 2013 en Alsace
- . Un taux de logements vacants dans le parc social public de 4,1 % dont 2 % de plus de trois mois

► Les permis de construire :

- Près de 10 000 logements autorisés, 7 251 logements mis en chantier
- En fort recul par rapport à 2012

- Plan pour **développer la création d'entreprises par les femmes**
- Objectif : **+ 10 %** en 2017
- Trois axes : **informer, sensibiliser et accompagner**
- 40 000€ : Etat + CDC
- **Elargir** les choix de métiers pour les jeunes
- **Un site dédié, une campagne de sensibilisation, des prix et un forum des métiers**
- Campagne « **les métiers n'ont pas de sexe** »
- Etat : 30 000€

Le service civique en 2013

- **1028** volontaires indemnisés en Alsace
- 62% de jeunes filles; 46% volontaires de niveau IV (équivalent au Bac)
- **153** structures agréées
- le profil moyen du volontaire est celui d'une jeune fille (62%), âgée de 18 à 20 ans (42%), étudiante de niveau post-bac (43%) effectuant une mission de solidarité de 12 mois dans une association bas-rhinoise agréée au niveau national.
- des missions exercées essentiellement en "solidarité" (26%), "éducation pour tous "(21%), "culture et loisirs " (20%).

La mobilité internationale

- un budget de **3,3M €** dont **1,1M €** financés directement par la DRJSCS Alsace pour accompagner les projets à dimension européenne au bénéfice de l'Alsace
- près de **2000** jeunes directement concernés, à titre individuel ou collectif , dont 250 jeunes avec moins d'opportunités.
- un réseau très actif pour l'accompagnement des projets

Les métiers du sanitaire et du social

La DRJSCS a délivré :

- 961 **diplômes** dont 200 par la Validation des Acquis de l'Expérience (VAE) dans le champ social, en augmentation régulière depuis 2008, notamment les métiers de la dépendance
- **2008 diplômes** dont 71 par la VAE dans le champ paramédical. Croissance régulière de la délivrance des diplômes d'aide soignant

Un projet d'envergure **sur les sites qualifiants dans le champ du social**. Ce projet, porté par les cinq centres de formations agréés en formation initiale (ESTES, ISSM, EDIAC Formation, CFEJE et IFCAAD) et coordonné par l'IFCAAD, a pour objet de renforcer le partenariat centres de formation et sites qualifiants (1200 sites) donnant une **place fondamentale à la formation en alternance** (théorie et pratique)

Les métiers de l'animation et du sport

10 000 salariés en Alsace dont 6 781 salariés associatifs permanents

- 389 diplômes ont été délivrés dans ce secteur en voie de professionnalisation
- Les taux d'insertion à 6 mois : 78% dans le sport, 83% dans l'animation
- 131 apprentis en formation initiale au CFA dédié aux métiers de l'animation et du sport
- La DRJSCS favorise la professionnalisation de l'emploi en développant la formation des maîtres d'apprentissage par le biais d'un site internet dédié aux métiers de l'animation et du sport. Ce site est le seul existant pour ces métiers sur le plan national

- 419 000 licenciés sportifs dans 4 610 clubs, 440 sportifs d'excellence (soit 239 hommes et 201 femmes), dont 178 figurant sur la liste de haut niveau
- Quatre pôles France et 15 pôles Espoirs implantés à Strasbourg et Mulhouse ; le principal opérateur des filières de haut-niveau est le CREPS de Strasbourg
- 8 397 équipements sportifs recensés
- 126 établissements d'activités physiques et sportives ont fait l'objet d'un contrôle ciblé
- 299 prélèvements sur 356 demandés (83,9%) dans le cadre de contrôles anti-dopage dans et hors compétition, sous l'égide de l'Agence Française de Lutte contre le Dopage
- Une enveloppe territoriale fonctionnement du CNDS (Centre National de Développement du Sport) d'un montant de 3,6M€ ainsi qu'une enveloppe investissement de 850 000€

Diagnostiques Territoriaux Approfondis: "Sport et tourisme dans le Val d'Argent » « communauté de communes de Sélestat » et conseil auprès de dix collectivités territoriales en Alsace en matière d'offre sportive

Conférence du Rhin Supérieur :

- Prix Sport 2013 qui récompense les manifestations sportives trinationales remarquables (trois lauréats retenus): Dreiländer-Lauf (course à pied), Belchen : course trinationale cyclotouriste, Bädische-Elsäsisches Jugendcamp: rencontre trinationale de handball
- Programme « Ticket2nature » : 200 élèves de collèges des trois pays en stage sportif et linguistique

Une orientation vers l'enseignement professionnel mieux préparée

La prise en compte des acquis personnels dans la procédure d'affectation vers la voie professionnelle

Le développement de l'évaluation par compétences
(28 établissements expérimentent le bulletin de compétences)

Une prévention du décrochage renforcée

Expérimentation d'une nouvelle co-qualification franco-allemande dite « Azubi-Bacpro » dans quatre lycées de l'académie

- Mise en œuvre de la loi du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation portant l'École de la République
- Identification des trois réseaux préfigurateurs de la nouvelle carte de l'Éducation prioritaire :
 - Réseau adossé au collège Erasme de Strasbourg
 - Réseau adossé au collège Molière de Colmar
 - Réseau adossé au collège Jean Macé de Mulhouse
- L'attribution de moyens d'enseignement renforcés pour les écoles et établissements relevant de l'éducation prioritaire (de l'ordre de 23 M€ en plus des dotations structurelles)
- La mise en œuvre de la refondation de l'Éducation prioritaire sous un angle essentiellement pédagogique :
 - Le développement de pratiques pédagogiques rénovées et adaptées ;
 - le soutien au travail en équipes des enseignants et à leur formation
 - une amélioration de l'animation des réseaux et du climat scolaire

- Des résultats satisfaisants qui méritent néanmoins d'être confortés :

Taux de décrochage académique en baisse d'un point: 5,8% d'élèves de plus de 16 ans sans diplôme ne poursuivant aucune formation (8,4% sur l'ensemble du territoire)

- Les actions mises en œuvre pour lutter contre le décrochage:
 - La mobilisation du réseau « formation-qualification-emploi » (FOQUALE) pour anticiper le repérage des situations de décrochage
 - La prévention des risques de ruptures par une révision des procédures d'orientation et d'affectation dans les établissements
 - Un suivi plus fin des différentes étapes de l'orientation
 - Des actions de formation adaptées, au plus près des besoins
 - Une inter-action renforcée de l'ensemble des acteurs institutionnels (Education nationale, agriculture, missions locales, chambres consulaires, collectivités territoriales, associations, entreprises...) coordonnées par les plate-formes d'appui et de suivi placées auprès du préfet

- Ouverture de 63 classes ou sections bilingues paritaires dans le 1^{er} degré à la rentrée 2014, notamment en maternelle, dont huit nouveaux sites
- Trois collèges ouverts au bilinguisme paritaire à la rentrée 2014 : La Wantzenau, La Walck et Kingersheim
- Une progression plus que sensible des effectifs d'élèves poursuivant un cursus bilingue : depuis 2000, des effectifs multipliés :
par 3 à l'école
par 5 au niveau collège
par 3,5 en section Abibac
- Expérimentation d'une nouvelle co-qualification franco-allemande dans l'enseignement professionnel (« Azubi-Bacpro »)
- Développement et diversification des mobilités des élèves vers les pays germanophones, notamment sous la forme de stage en entreprise et de stage de découverte du monde professionnel
- Harmonisation et publicité des procédures d'ouverture des sections bilingues

- Un objectif clairement affiché : augmenter la part des bacheliers technologiques et professionnels en post-bac
- Les moyens mis en œuvre pour atteindre ces objectifs :
 - Une offre de formation « post-bac » plus cohérente et plus lisible, adaptée aux besoins futurs de l'ensemble des secteurs économiques
 - Une préparation de tous les lycéens à leur orientation post bac, de la seconde à la terminale
 - Le développement d'une culture commune aux enseignants de lycée et aux enseignants de l'enseignement supérieur
- La détermination de taux minimum d'accès à l'horizon 2016 :
 - 30% de bacheliers professionnels en STS
 - 30% de bacheliers technologiques en IUT

Contrat de site : L'Etat s'engage dans une démarche nouvelle visant le rapprochement des acteurs de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation fondée sur les dynamiques de coopération. Dans cette perspective le contrat de site se substitue aux anciens contrats d'établissements et constitue un levier qui permet aux acteurs d'un territoire de se rassembler autour d'orientations stratégiques concernées, d'associer leurs ressources pour élaborer et conduire des projets en commun. Ainsi le 4 juin 2013, l'Unistra, l'UHA, l'INSA et la BNU signent avec le MENESR le contrat du site alsacien pour la période 2013/2017.

La signature de ce contrat est accompagnée en 2013 du versement de **3 M€ par l'Etat pour l'enseignement supérieur en Alsace** correspondant à la création de 31 emplois dont 7 contrats doctoraux et au versement de 2,5 M€ au titre du schéma directeur de la documentation en Alsace. Pour le contrat quinquennal 2013/2017, 79 emplois seront ainsi créés par l'Etat.

Effectifs étudiants : 71 000 étudiants en 2013-2014, toutes formations confondues (dont 74 % dans les universités), avec un vivier d'apprentis très développé à l'UHA.

- **La bibliothèque nationale universitaire de Strasbourg (BNU) : 64,8 M€**
 - Les travaux ont débuté en janvier 2011 et se sont achevés en juillet 2014
 - Le bâtiment, place de la République fermé depuis octobre 2010 réouvrira au public fin novembre 2014 après équipement du bâtiment par la BNU
 - 30 000m², 660 places assises
 - Ouverture 7 jours sur 7

- **L'institut de recherche et l'école de chimie de Mulhouse : 38,8 M€**
 - Les travaux de construction de l'institut de recherche et d'extension de l'école ont débuté en octobre 2009 et se sont achevés fin 2012
 - Les travaux de restructuration de l'école de chimie ont débuté mi 2010 et se sont achevés mi 2013 (opération de 9,1 M€ sous maîtrise d'ouvrage UHA)

La chimie et la biologie fondamentale sont les secteurs phares

2013 - Prix Nobel de chimie > Martin Karplus (Professeur émérite de l'université de Harvard et professeur conventionné à l'université de Strasbourg)

Soit trois prix Nobel en activité avec J-M Lehn (Chimie, 1987), J Hoffman (Médecine, 2011)

Classement de Shanghai 2013

L'université de Strasbourg rejoint le top 100 (97e).

Depuis 2003, date du 1er classement, l'université de Strasbourg est dans le top 4 français 1ere université de province. En chimie, elle reste dans le top 20 mondial et la 1ere en France, places qu'elle occupe depuis la création de ce classement en 2009.

Toujours 1er rang national en terme de visibilité des publications scientifiques

Des moyens de l'Etat accrus en Alsace grâce au PIA et au Plan Campus qui s'ajoutent au CPER 2007/2013

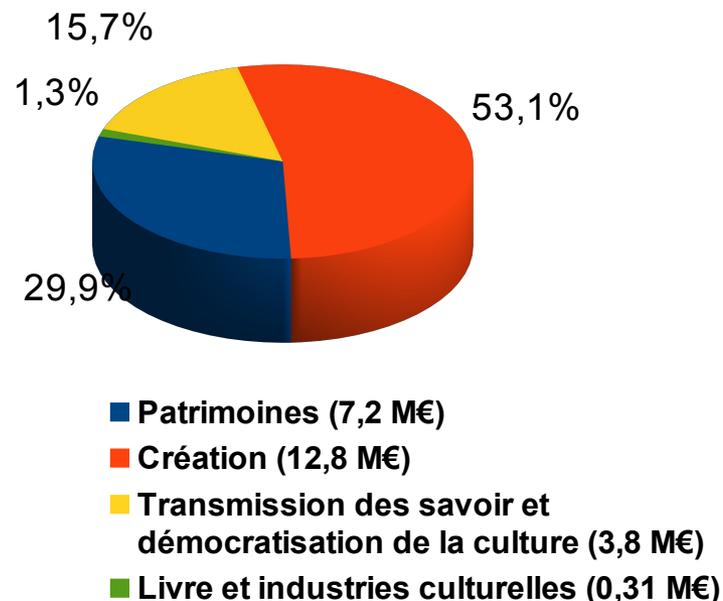
Des Universités et des établissements pleinement associés et impliqués dans des structures de transfert de technologie comme la SATT Conectus, l'institut Carnot MICA, les pôles de compétitivités, l'incubateur SEMIA

Des moyens financiers en crédits d'intervention : 24,2 M€ en 2013, dont 5,1 M€ pour le syndicat mixte Opéra national du Rhin, dont l'activité se répartit sur Strasbourg, Colmar et Mulhouse

Un partenariat avec les grandes collectivités territoriales qui s'est poursuivi en 2013 notamment dans le cadre du CPER État-Région 2007-2013 et du Contrat triennal «Strasbourg Capitale européenne»

Des établissements publics nationaux viennent compléter les missions de la DRAC pour la création à la diffusion et la formation culturelle : le Théâtre National de Strasbourg et de l'École Nationale Supérieure d'Architecture, pour un montant de 12,5 M€ en 2013

Répartition par secteur culturel budget global 24,2 M€



Patrimoine monumental

Restauration des monuments historiques en 2013 :

- Strasbourg : démarrage des travaux de la Galerie Goetz de la Cathédrale ou la restauration des parties protégées du Palais des Fêtes; à Marmoutier, réhabilitation de l'ancienne abbaye bénédictine, à Neuwiller-les-Saverne, restauration de l'église paroissiale Saint-Pierre et Saint-Paul
- Poursuite des grands chantiers de restauration avec un accent mis sur le patrimoine religieux de Strasbourg : Église Saint Paul, Eglise Sainte Aurélie, restauration du clos et couvert de l'église Saint-Thomas,

Protections: Deux Commissions régionales du patrimoine et des sites : l'inscription de l'ancien hôtel du commandant en chef d'Alsace, de l'ancien palais de justice et Hôtel de Police de Strasbourg , ou du parc de la Marseillaise à Guebwiller

Architecture

- Démarche d'amélioration des autorisations de travaux en espaces protégés (ATEP) : améliorer l'information des usagers et des professionnels et des collectivités; simplifier le traitement des autorisations de travaux, mise en ligne de fiches conseils
- Périmètre de protection modifié : sur la communauté urbaine de Strasbourg, l'ensemble des études de PPM a été réalisé et 30 PPM ont été approuvés en 2013
 - Mise en oeuvre de l'étude sur la révision-extension du plan de sauvegarde et de mise en valeur de Strasbourg sur la base de la convention de partenariat et de financement Etat/CUS signée en septembre 2012 et du contrat triennal »Strasbourg capitale européenne «

Musées

- Poursuite des opérations de récolement des collection, de l'aide à l'enrichissement des collections
- Financement de la dernière tranche de travaux du Musée Unterlinden dans le cadre du CPER 2007-2013

Archéologie

- Financement du projet de création du Centre de Conservation et d'Étude d'Alsace à Sélestat
- 79 arrêtés de prescription de diagnostics, 17 arrêtés de prescription de fouilles préventives, 6 chantiers de fouilles programmées et 4 projets collectifs de recherche

Soutien à la création-diffusion

- Dans le cadre des conventions d'objectifs : soutien aux projets de **15 structures du réseau labellisé** (opéra, orchestres, centres dramatiques, scène nationale, scènes de musiques actuelles, scènes conventionnées, FRAC, centres d'art)
- Pour favoriser la présence artistique en Alsace : **soutien direct à une cinquantaine d'équipes artistiques** (cies dramatiques et chorégraphiques, ensembles musicaux), aides individuelles à la création dans le domaine des arts plastiques, résidences
- Conventionnement pour la préfiguration d'une scène de musique actuelles à vocation internationale (Jazzdor à Strasbourg), signature d'une convention 2013-2015 pour la préfiguration d'un Pôle national Des arts du cirque en Alsace (Strasbourg/Obernai)

Soutien aux industries culturelles

- Contrat de Progrès État-Région 2012-2014 sur le livre : soutenir la filière économique du livre, encourager la formation professionnelle des acteurs économiques et artistiques, Élaboration d'un fonds de soutien à l'économie du livre avec le conseil régional d'Alsace
- Cinéma et audiovisuel : en 2013, la totalité des salles alsaciennes a été équipée en numérique de même que le secteur du cinéma itinérant

Développement de l'aménagement culturel du territoire

- Orientation des moyens vers les territoires déficitaires en offre culturelle (zones rurales ou péri-urbaines) par le biais des conventions territoriales de développement culturel : 3 conventions signées pour la période 2011-2013 (Strasbourg - quartier Port du Rhin, Illfurth et Cernay)
- Renouvellement de trois Contrats Territoire-Lecture (Saint-Louis, Mulhouse et Villé)
- Soutien au cinéma itinérant classé « art et essai »